



Instances

Comité

Présidente : Claudia Wyrsh
Membres : Dalia Pacheco, Delphine Stalder, Luiza Vasconcelos, Matteo Cavadini, Robert Dupertuis et Henri Mégroz.

Contrôleurs aux comptes

Interne : Viviana Belarmino da Silva et Lionel Burri
Externe : Fiduciaire Global Audit SA

Secrétariat

Secrétaire Général : Alejandro Mackinnon
Responsable de programmes : Maria Adelaida Muñoz
Comptabilité : Jean Mertens

Chargé.e.s de projet (en mission temporaire) :

Amélie Ardaya, Mattia Mahon, Blanca Murcia Forero, Gabriela Py, Stéphanie Piffeteau et Diego Torres.

Avec le soutien d'une quarantaine de personnes bénévoles qui collaborent dans le cadre de nos actions et manifestations.

Edité par GeTM. Genève, juin 2020.

Réalisation et montage Designer : Johana Wisard, Naully Nicolas et Alejandro Mackinnon

Photo de couverture : Gestion alternative d'un versant suite à un éboulement. Antioquia-Colombie. Photo Penca de sabila

Imprimé en 400 exemplaires sur papier recyclé.

Partenaires

Au Bénin : CDEL, à Cotonou
En Colombie : Enda-Colombie, à Bogota
Penca de Sábila et Vamos Mujer, à Medellin
Au Pérou : Cesip, à Lima et Cusco
Desco, à Lima
Desco-Sur, à Arequipa
Au Togo : Cetramode, à Dassoute
ETD, à Lomé
Gradse et MVCP, à Sokodé

GeTM est membre de :

FGC Fédération Genevoise de Coopération
APRES-GE Chambre de l'Economie Sociale et Solidaire
Plateforme Souveraineté Alimentaire de la FGC

GeTM est partenaire de :

PPE+ de la Chambre de l'économie sociale et solidaire de Genève (APRES-GE)
Syni-Lausanne - Bureau des emplois temporaires subventionnés de la Ville de Lausanne
Centre Genevois du Volontariat

Mot de la présidente

Vous tenez entre vos mains le rapport d'activité 2019. Mais comment parler de 2019 si les premiers mois de 2020 nous ont déjà tellement bouleversés ? La pandémie de Covid-19 affecte la planète entière, mais les conséquences de cette crise ne sont pas les mêmes partout.

Alors que le Conseil Fédéral soutient l'économie suisse à coup de milliards et que nos assurances sociales garantissent un revenu minimum aux employés, ces filets de sauvetage sont inexistant dans de nombreux pays du Sud, de surcroît souvent extrêmement endettés, parmi lesquels nos pays d'intervention.

La pandémie a mis en évidence de manière brutale les inégalités préexistantes. Des millions d'emplois sont menacés par la crise économique et sociale actuelle et les personnes travaillant dans le secteur informel sont les plus touchées. La Banque mondiale prévoit que 60 millions de personnes basculeront dans l'extrême pauvreté d'ici la fin de l'année ; le Programme alimentaire mondial des Nations Unies, pour sa part, estime que le nombre de personnes souffrant de la faim doublera, passant de 130 à 265 millions.

Dans ce contexte, notre priorité est bien sûr de répondre à l'urgence sanitaire et alimentaire dans les communautés que nous soutenons. Grâce à la générosité exceptionnelle de ses membres et donateurs, GeTM a aidé financièrement l'effort de ses partenaires locaux pour l'installation de kits de lavage des mains et la distribution de médicaments et de vivres aux familles les plus vulnérables. Nos partenaires se trouvent en effet en première ligne pour réduire les effets de cette pandémie sur les populations que nous soutenons.

Mais, au-delà de l'appui d'urgence, il est indispensable d'apporter un soutien plus pérenne aux populations fragiles afin de leur permettre d'améliorer durablement leurs conditions de vie.

GeTM et ses partenaires sur le terrain soutiennent des processus de développement qui visent à influencer les politiques publiques locales, afin qu'elles soient plus inclusives et garantissent la réalisation effective des droits des populations les plus fragiles. Cette approche à haut impact, qui s'inscrit dans la durée et sur le long terme, est mise en danger par des logiques managériales qui se focalisent uniquement sur des résultats à court terme.

Ainsi, le Parlement suisse n'a pas jugé bon d'augmenter les fonds pour la coopération internationale pour la période 2021-2024, alors que la Suisse est toujours loin du 0.7% du PIB demandé par l'ONU. Il est grand temps d'augmenter progressivement le taux d'aide publique au développement, comme demandé depuis longtemps par GeTM et de nombreuses autres associations suisses.

Ces fonds supplémentaires permettraient aussi de pallier les effets néfastes liés à l'enchaînement de crises provoquées par le coronavirus dans les pays du Sud. Ici, la pandémie a mis en évidence les inégalités croissantes. La Suisse reste un pays riche et doit, à ce titre, assumer sa part de responsabilité. Elle y contribuera en soutenant des projets qui agissent sur des problématiques globales, comme celles de l'accès à l'eau, la souveraineté alimentaire ou l'égalité des genres.

Nous vous encourageons donc à vous montrer plus solidaires que jamais en appuyant l'initiative pour des multinationales qui visent aussi à garantir des conditions de vie saines et dignes à des populations vulnérables, comme dans nos projets.

Cordialement,

Claudia Wyrsch
Présidente



Vie associative

En mai 2019, lors de l'Assemblée Générale, le Comité a été renouvelé et Mme Claudia Wyrsh a été élue à sa présidence. Membre du comité depuis 2014 et anciennement chargée des projets durant une dizaine d'années, Mme Wyrsh connaît très bien les enjeux de l'association ainsi que les réalités du terrain. Un grand merci à Henri Mégroz qui a assumé la présidence ad-interim depuis octobre 2018.

Le Comité s'est réuni une dizaine de fois pour traiter les questions institutionnelles. Le Comité s'est également prononcé dans le cadre de la consultation publique sur la politique fédérale de coopération internationale. Par ailleurs, le Comité s'est penché sur la stratégie de communication et sur les moyens que l'association peut se donner pour atteindre les objectifs fixés dans le cadre de sa stratégie institutionnelle.

Les groupes de travail se sont rencontrés pour échanger et avancer sur différentes thématiques clés pour GeTM. Ainsi, le groupe « Projets », chargé d'assurer la cohérence entre les projets soutenus et la stratégie institutionnelle, s'est réuni pour étudier et valider l'appui à deux nouveaux projets, l'un sur les dynamiques des groupes de femmes à Lima (Pérou) et l'autre sur le renforcement de la sécurité alimentaire dans les régions Centrale et de la Kara (Togo).

Le groupe « Manifestations » a évalué les opportunités de participation à des événements publics. Il a pris en charge une grande partie des aspects opérationnels lors de la participation à la Fête de la musique et à la Fête des 50 ans du collège Rousseau. Il a également organisé une soirée à la Maison de quartier des Eaux-Vives afin de remercier les fidèles bénévoles qui nous soutiennent régulièrement.

Nous tenons ici à remercier une fois de plus toutes les personnes qui se sont impliquées auprès de GeTM et qui nous permettent de mener à bien nos activités dans la cité. Un grand merci également au Centre Genevois du Volontariat, qui nous met en contact avec des personnes très motivées et prêtes à donner un coup de main quand nous les sollicitons.

Les dynamiques du secrétariat se sont centrées sur la planification, le suivi et l'évaluation de 12 projets de développement. Nos remerciements s'adressent aux collectivités publiques qui nous font confiance et qui ont soutenu nos actions, via la FGC, pour un montant de CHF 841'919.-

La recherche de cofinancements des projets a monopolisé beaucoup d'énergie également : des dossiers synthétiques ont été élaborés pour les projets qui étaient en attente de cofinancement ; cela a permis d'obtenir de nouveaux soutiens pour un montant de CHF 76'040. Par ailleurs, le Secrétariat a développé des outils de suivi et des planifications des projets. Ces outils ont été négociés et testés auprès de certains partenaires, avant d'être diffusés plus largement.

Une mission de suivi et évaluation au Pérou, du 24 avril au 6 mai 2019, a permis de peaufiner le nouveau projet à Lima (qui a démarré le 1er août 2019), de faire le suivi des activités et de rencontrer les bénéficiaires, les autorités locales et les institutions partenaires des projets en cours.

Par ailleurs, des partenaires togolais, péruviens et colombiens nous ont rendu visite à Genève, permettant ainsi d'avancer dans le suivi des actions sur place et de renforcer des partenariats avec des institutions de la Genève internationale.



Présence dans la cité

Fête de la Musique : Du 21 au 23 juin 2019, GeTM a tenu un stand à la terrasse d'Agrippa-d'Aubigné, pour présenter le projet de Vamos Mujer en Colombie. La tenue du stand a mobilisé une cinquantaine de bénévoles de tous âges et d'horizons divers. Le beau temps et la bonne ambiance ont contribué à l'obtention d'un bénéfice de CHF 15'000, résultat bien plus important que les années précédentes.

50 ans du Collège Rousseau : GeTM a également tenu un stand lors de la fête des 50 ans du Collège Rousseau, le 28 septembre 2019. Dans une ambiance conviviale, cet événement a été une belle occasion de retrouver des anciens élèves du collège, membres ou partenaires de l'association.

FILMAR en América Latina : Partenaire fidèle du festival, GeTM a présenté le film *El ombligo de Guie'dani*. Une salle comble a participé à la projection d'un film qui traite du travail domestique, la migration rurale vers la ville ainsi que le processus d'acculturation qui l'accompagne.

Colloque international sur Paulo Freire : GeTM a été invitée à présenter ses expériences en éducation populaire dans le cadre d'un colloque international intitulé *Répercussions internationales de l'œuvre de Paulo Freire : « Regards croisés de la recherche et de la pratique pédagogique »*, organisé par la faculté de psychologie et de sciences de l'éducation de l'Université de Genève, les 12 et 13 septembre 2019. Cela a été une belle occasion de rappeler les méthodes participatives et les approches territoriales que nous soutenons dans le cadre de nos projets.

Journée des partenariats pour le développement : Invitée par la FEDEVACO, Fédération vaudoise de coopération, GeTM a participé au forum d'échanges sur les enjeux de l'eau et de l'assainissement, qui a eu lieu à Lausanne le 26 septembre 2019. GeTM y a présenté le projet de gestion communautaire de l'eau potable qu'elle soutient en partenariat avec Enda-Colombie à Cundinamarca et Boyacá, en Colombie.

Présence dans les médias

L'article « **L'eau en danger** », paru dans *Le Courrier* du 14 mai 2019, explique les liens entre la gestion communautaire de l'eau et la construction d'une paix durable en Colombie. De passage à Genève, Andreiev Pinzón, responsable de programme à Endacol, et porte-parole de la « Plateforme colombienne de droits humains, démocratie et développement », donne son éclairage sur la situation dans son pays. Il plaide pour la gestion communautaire de l'eau par les communautés paysannes comme gage de démocratie et d'accessibilité à une eau potable de qualité.

L'article « **Enfants domestiques, pas esclaves** », paru dans *Le Courrier* du 12 juillet 2019, relate les côtés invisibles du travail infantile domestique au Pérou. Notre partenaire CESIP et des filles bénéficiaires du projet expliquent les enjeux quotidiens et les dangers liés au travail domestique, ainsi que les mesures de prévention et de protection des droits des enfants développées par le projet en coordination avec les autorités locales.

La Tribune de Genève, dans ses pages spéciales « **Coopération au développement** » du 28 septembre 2019, a publié « Le travail domestique des filles dans le viseur », qui présente ce même projet, mais sous l'angle de la prévention faite dans les écoles et le travail réalisé en amont auprès des communautés rurales pour éviter la migration des filles vers les villes pour effectuer du travail domestique.

Esprit solidaire est une émission télévisée de Léman Bleu, coproduite avec la FGC. L'émission d'octobre a été consacrée au projet que GeTM soutient en partenariat avec DescoSur sur les hauts plateaux andins, au sud du Pérou. Ce projet allie protection de l'environnement et des sources d'eau, amélioration des conditions de vie des familles rurales et activités génératrices de revenus pour les éleveuses et éleveurs d'alpagas qui vivent à 4'800 mètres d'altitude sur le territoire de la Réserve nationale de Salinas et d'Aguada Blanca, dans la province d'Arequipa. Cette émission a été suivie par plus de 65'000 spectateurs et est toujours disponible sur internet.

Prises de positions

GETM plaide pour une reconnaissance de son professionnalisme

Lors de ses échanges avec la FGC, GeTM a rappelé la disproportion grandissante entre les exigences de certains bailleurs de fonds et les moyens mis à disposition des ONG pour mener un travail professionnel de qualité. GeTM ne s'oppose nullement aux nouvelles exigences, qui contribuent à la qualité des projets, mais elle constate cependant que celles-ci alourdissent et complexifient les procédures administratives, ce qui a un impact financier considérable en lien avec :

- L'augmentation du temps consacré aux procédures administratives et de contrôle financier des projets (dossiers, rapports, réponses aux questions du secrétariat et des rapporteurs de la Commission Technique, fiches de communication, fiches de clôture, etc.);
- L'énergie très souvent disproportionnée consacrée à la recherche de cofinancements pour chaque projet, la complexification du travail sur les indicateurs et les résultats qui nécessitent des identifications de projet plus approfondies;
- La définition d'outils de suivi aux performances accrues, d'un suivi professionnel et du renforcement des compétences de nos partenaires terrain.

Malgré ces nouvelles exigences, le pourcentage alloué aux associations pour effectuer ce travail n'a pas évolué depuis 2009. Cette charge de travail supplémentaire se fait au détriment du dialogue avec les partenaires ainsi que de la disponibilité des associations à la participation active aux réseaux locaux.

GeTM s'est permis de faire une série de propositions et plaide pour que la Fédération genevoise de coopération puisse relayer ces revendications auprès des collectivités publiques concernées. Cela devient crucial dans le contexte actuel, qui risque de rendre plus complexe la recherche de fonds pour la solidarité internationale.

GETM plaide pour une coopération responsable

Lors de la consultation publique lancée par la Confédération suisse en juin 2019, GeTM a exprimé ses préoccupations concernant les nouvelles orientations de la coopération internationale pour la période 2021-24. GeTM constate qu'en privilégiant la seule croissance économique, la nouvelle stratégie entre en forte contradiction avec les valeurs propres à la coopération telles que la défense des droits humains, la réduction des inégalités, la promotion de la paix ou encore la préservation de l'environnement. Nos réflexions et recommandations concernant ces nouvelles orientations ont porté sur les sept axes suivants :

1. Une rupture avec des valeurs sûres qui ont fait de la coopération suisse une référence reconnue au niveau international. Elle s'est toujours attaquée aux vraies causes du mal développement, n'étant jamais liée à des intérêts économiques ni imposée, mais co-construite avec les acteurs locaux. Dans ce sens, la nouvelle politique implique une véritable rupture, un changement de paradigme et GeTM s'inquiète des conséquences possibles;
2. Le manque de référence aux engagements internationaux, notamment l'Agenda 2030, les Accords de Paris sur le changement climatique, mais également des engagements pris par la Suisse dans le domaine des droits humains, de la gestion prudente et équitable des ressources naturelles et du droit du travail, y compris le travail infantile;

3. Les enjeux d'une mondialisation inégale qui anéantit les droits des plus faibles et limite l'accès effectif aux droits fondamentaux et aux ressources naturelles, créant des nouvelles tensions entre ceux qui bénéficient des avantages et ceux qui subissent les conséquences d'une croissance économique qui est au service d'intérêts particuliers. L'égalité entre hommes et femmes mérite un grand effort supplémentaire, en accordant une attention particulière aux besoins et aux aspirations des femmes et des jeunes, mais aussi des minorités ethniques ou d'autres groupes exclus des politiques économiques;
4. Le rôle et la responsabilité de la Suisse doit s'inscrire dans un contexte d'interdépendance et sur fond d'inégalités croissantes entre pays. GeTM constate que les intérêts économiques suisses occupent un rôle important dans la nouvelle politique de coopération. Pays parmi les plus riches de la planète, avec une empreinte écologique trois fois supérieure à sa bio-capacité, il est temps que la Suisse assume sa part de responsabilité concernant les crises qui affectent l'ensemble de la planète. C'est pourquoi GeTM fait appel à la cohérence entre les politiques externes et internes;
5. La réduction des migrations : La stratégie fait l'amalgame entre coopération et prévention des flux migratoires. La politique migratoire apparaît comme un fil rouge dans la proposition officielle. GeTM ne peut pas partager cette approche qui est contraire à l'article 13 de la Déclaration universelle des droits humains de l'ONU. GeTM plaide pour que la coopération internationale garde son but premier : soutenir le développement des populations dans le besoin;
6. La recherche de l'efficacité à tout prix, priorisée fortement dans la stratégie, est mesurée en termes purement économiques. GeTM plaide pour l'inclusion d'autres indicateurs objectifs qui permettent d'élargir la notion d'efficacité en termes sociaux, culturels ou environnementaux.
7. Des moyens financiers qui se rétrécissent alors que les attentes sont plus larges. Le soutien aux populations démunies, la réduction des inégalités et la défense de l'environnement doivent dans tous les cas être prioritaires, au risque de dénaturer la coopération et de ne plus respecter la loi qui la définit. Depuis sa fondation, GeTM plaide pour une augmentation de l'aide publique au développement, qui reste une ressource légitime pour lutter contre les inégalités.

GeTM constate que la politique fédérale en matière de coopération internationale pour la période 2021-2024 priorise des éléments étrangers au mandat constitutionnel, traditionnel et légal de la coopération au développement, repoussant au second plan les buts et les valeurs essentielles de la solidarité internationale. GeTM continuera à plaider pour une coopération internationale fondée sur des valeurs humanistes et de solidarité et recentrée sur le but premier d'apporter un soutien durable et efficace aux populations dans le besoin.



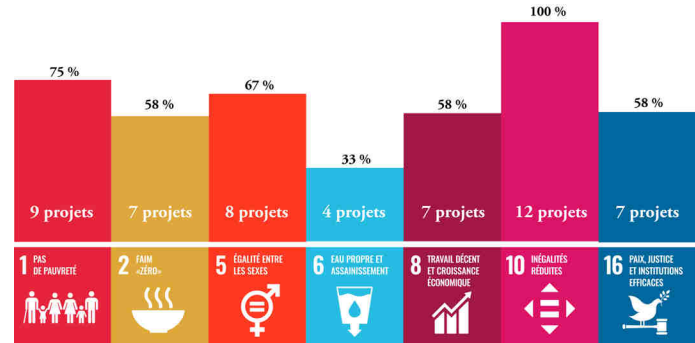
GeTM contribue aux ODD

Douze projets de développement ont été soutenus en Colombie, au Pérou, au Togo et au Bénin, dans les domaines de la gestion des ressources naturelles, la souveraineté alimentaire, l'empowerment des femmes ou encore l'économie sociale et solidaire, dont deux projets qui ont démarré en 2019 et un projet qui s'est terminé.

GeTM cible son action sur 7 Objectifs de développement durable. La recherche de durabilité contribue ainsi à un changement positif qui fait la différence.

La lutte contre les inégalités reste le commun dénominateur à tous nos projets. Les autres objectifs fortement privilégiés sont la lutte contre la pauvreté, l'égalité de genre, la souveraineté alimentaire, le travail décent, ou encore la mise en place d'institutions efficaces.

Les soutiens de GeTM se font sur le moyen et long terme et ils visent à influencer les politiques publiques, locales ou régionales. Dans ce sens, les collaborations entre société civile et autorités sont fréquentes sur le terrain





**NUESTRAS DEMANDAS
SERÁN ESCUCHADAS**



Egalité des genres : à l'écoute des besoins et des aspirations des femmes

COLOMBIE Des femmes rurales construisent des territoires pacifiques et équitables (2018-21), en partenariat avec Vamos Mujer EN COURS

98 familles paysannes améliorent leur production agricole grâce aux pratiques agroécologiques : diversification de leur production avec de nouvelles espèces, utilisation de semences natives et autochtones, production de compost, collecte d'eau de pluie, reforestation. La surface destinée aux cultures a été étendue dans la plupart des fermes, qui ont pu augmenter de 20%. 6 fonds collaboratifs ont été créés, permettant aux familles paysannes d'investir dans des intrants ou des infrastructures pour renforcer leur production agricole. Des marchés paysans ont été organisés dans 4 municipalités, permettant aux familles paysannes de commercialiser plus de 20 produits agricoles provenant de leurs fermes. Les organisations régionales de femmes ont obtenu l'inclusion de leurs propositions de paix et de développement dans les plans de développement municipaux.

PEROU Femmes organisées pour une ville inclusive et égalitaire (2019-2022) en partenariat avec Desco NOUVEAU

Inspirées de l'expérience réalisée à Lima Sud, 400 femmes de 40 organisations sociales des districts de Lima se mobilisent pour reproduire cette dynamique sur l'ensemble de l'agglomération. Le but est de proposer des projets d'intervention citoyenne dans l'espace public et d'accroître la présence et la visibilité des femmes dans l'espace urbain. Pour cela, un vaste programme de formation leur a permis de renforcer leurs capacités d'organisation mais aussi les connaissances nécessaires à la défense des droits fondamentaux et à la promotion de l'égalité de genre. Le but est de formuler ensemble un agenda politique des femmes, pour que leurs revendications trouvent écho dans les politiques municipales et dans les planifications du développement urbain de 50 districts municipaux.

PEROU Promotion des droits des filles et adolescentes en situation de travail infantile (2018-21), en partenariat avec Cesip. EN COURS

158 filles et adolescentes qui effectuent des travaux domestiques dans les districts urbains et ruraux de la région de Cusco et de Lima améliorent l'exercice de leurs droits à l'éducation, aux loisirs, à un bon traitement, à la participation et à la protection contre la violence et le travail des enfants. Grâce à l'action du projet, aucune fille ou adolescente des communautés rurales d'intervention de la région de Cusco n'a migré vers la ville pour effectuer des travaux domestiques.

Trois adolescentes employées domestiques qui étaient exposées à des conditions de risque ont été protégées contre la violation de leurs droits. 84 adolescentes employées domestiques âgées de 14 à 17 ans ont été protégées contre la violation de leurs droits par la famille, la DEMUNA et l'école. 106 mères et pères des communautés rurales et des districts urbains ont amélioré leurs compétences parentales en matière de protection de leurs filles et adolescentes. Enfin, 31 fonctionnaires et opérateurs des organismes de protection et de prise en charge des enfants dans les districts urbains d'intervention ont suivi les formations délivrées par Cesip ; ils se sont impliqués dans la mise en pratique de trois protocoles d'actions intersectorielles pour la prévention, le retrait des filles et la protection des adolescentes dans le travail domestique.

GeTM défend:

- les revendications des mouvements et des réseaux de femmes
- la présence active des femmes dans les espaces de décision
- l'égalité de genre, sous toutes ses formes



Gestion démocratique des ressources naturelles

COLOMBIE Pour la pérennité de la gestion communautaire de l'eau (2018-21), en partenariat avec Penca de Sábila.

EN COURS

106 comités locaux de gestion de l'eau (appelés, aqueducs communautaires) de 27 municipalités du département d'Antioquia renforcent leur capacité de gestion de l'eau potable, grâce aux sessions de l'Ecole communautaire de l'eau délivrées par Penca de Sábila. Ils ont également mis en œuvre des actions de renforcement au sein de leurs organisations, telles que la révision des statuts, l'élaboration de règlements internes, la formalisation des processus comptables, et l'actualisation des plans d'économie et d'utilisation efficiente de l'eau. Grâce à l'action du projet, 22'192 usagers de 17 aqueducs communautaires ont un meilleur accès à l'eau (qualité, quantité ou fréquence).

Les organisations et réseaux d'aqueducs communautaires au niveau municipal et régional ont mené des actions conjointes de renforcement et d'incidence politique locale (projets de politique publique et participation aux plans d'aménagement du territoire et des bassins hydrographiques).

Le Réseau national des aqueducs communautaires a avancé dans la rédaction d'un rapport alternatif sur la gestion communautaire de l'eau et a participé à une consultation de la société civile menée par M. Leo Heller, Rapporteur spécial sur le droit à l'eau et à l'assainissement au Conseil des Droits de l'Homme, avec un document présentant 2 cas d'affectations du droit à l'autogestion communautaire de l'eau.

COLOMBIE Renforcement de la gestion communautaire et environnementale de l'eau (2018-21), en partenariat avec EndaCol **NOUVEAU**

La 1ère année de mise en œuvre du projet a permis de poursuivre le monitoring environnemental communautaire auprès des aqueducs accompagnés depuis la phase précédente du projet (Tasco et Cundinamarca) et de débiter la mise en œuvre du monitoring dans 3 nouvelles régions : Buenaventura, Riosucio et Meta. Des formations ont permis d'introduire les concepts de base du monitoring environnemental communautaire, d'aborder des thèmes clés du fonctionnement des aqueducs (fondements légaux de la gestion communautaire de l'eau ; participation des communautés aux questions environnementales ; instruments d'aménagement du territoire pertinents pour la gestion de l'eau ; permis et autorisations environnementales liées à la gestion de l'eau). A Tasco et Bogotá, le projet a permis de fonder deux actions juridiques pour dénoncer les impacts des activités minières et de gestion des déchets sur la qualité de l'eau des aqueducs. Des documents sur la situation du droit humain à l'eau et sur les risques environnementaux des activités économiques sur leurs territoires ont été produits par EndaCol et les aqueducs communautaires impliqués dans le projet. Une feuille de route pour l'incidence politique a été réalisée. Cette dernière, privilégie des actions d'incidence auprès de l'ONU et du système interaméricain des droits humains.

GeTM défend:

- la gestion des sols et de systèmes de production qui diminuent la pression sur les terres
- les mécanismes communautaires de gestion durable des ressources
- l'accès juste et équitable à l'eau potable
- la gestion participative des ressources



Souveraineté alimentaire

TOGO Promotion des petits producteurs en entrepreneurs agricoles viables, région Centrale et des Plateaux (2016-2018), en partenariat avec MVCP **EN COURS**

La première année du projet a permis de renforcer la professionnalisation des métiers agricoles et d'améliorer la productivité des cultures vivrières. L'autosuffisance alimentaire étant assurée, il s'agit maintenant de générer des excédents économiques. Pour cela, cinq coopératives ont vu le jour et ont l'ambition de devenir de véritables actrices du développement villageois. Les compétences de 30 leaders producteurs ont été renforcées par le biais de formations.

Dix groupements de femmes ont mis en place des activités génératrices de revenus à travers la transformation et la commercialisation de la production agricole, ce qui permet de mettre en valeur le rôle social des femmes dans la gestion villageoise.

TOGO Renforcement de la sécurité alimentaire, régions Centrale et de la Kara (2019-2022), en partenariat avec GRADSE **NOUVEAU**

Deux-cents producteurs ruraux et leurs familles se sont organisés en 10 coopératives de production et commercialisation, spécialisées dans 5 domaines de production. La première année du projet a privilégié les formations à la gestion entrepreneuriale, mais aussi des formations techniques sur les normes sanitaires et hygiéniques des différentes chaînes de production.

Trois hangars, deux enclos et un magasin permettent de faire une véritable gestion entrepreneuriale de la production agricole. En outre, les coopératives commencent à créer des emplois non-agricoles pour les femmes et les jeunes de la région.

TOGO Economie rurale et développement durable (208-2021), en partenariat avec Cetramode **EN COURS**

750 petits agriculteurs et éleveurs ont pu améliorer leurs équipements de travail et ont été formés à des techniques de production qui respectent le développement durable, notamment en matière de conservation des sols. 45 hectares de terres agricoles ont été restaurées grâce à la formation et à l'engagement de 64 agriculteurs. On constate déjà une amélioration d'environ 40% des rendements de production céréalière.

Par ailleurs, 5 hectares ont été reboisés avec 650 arbres de haute valeur économique. Trois coopératives, formées majoritairement pas des femmes paysannes, permettent de transformer et commercialiser la production agricole, apportant une importante valeur ajoutée. Des jeunes et des femmes trouvent du travail dans la région grâce aux activités génératrices de revenus, mais aussi grâce aux micro-crédits. Une réduction de l'exode de jeunes est déjà observable grâce à la création d'activités génératrices de revenus et à l'appui aux apprentissages. En parallèle, une réduction des abandons scolaires a été possible grâce à un système de bourses pour 12 enfants en situation de vulnérabilité.

GeTM appuie:

- la production et la transformation de ressources alimentaires d'excellente qualité
- la transmission des savoirs traditionnels aux générations futures
- l'agriculture de proximité, la consolidation des systèmes alimentaires à l'échelle locale
- les politiques visant une bonne alimentation basée sur les produits locaux
- la promotion et la sensibilisation auprès des consommateurs



Economie sociale et solidaire : au service des plus vulnérables

BENIN Renforcement des chaînes agroalimentaires et d'artisanat, (2018-21), en partenariat avec CDEL EN COURS

Le projet soutient des groupes vulnérables et exclus des circuits économiques, notamment des femmes artisanes et des jeunes qui s'adonnent traditionnellement à des activités économiques peu rentables et non structurées. Plus de 300 femmes et jeunes se sont organisés en groupements professionnels autour des diverses chaînes de production, transformation et commercialisation, encourageant ainsi le développement d'entreprises solidaires. Ceci a permis d'accroître considérablement leurs revenus. Une attention particulière a été donnée à la gestion et à la gouvernance des organisations professionnelles. Le CDEL encadre la collaboration avec les communes qui, depuis la décentralisation en 2003, jouent un rôle prépondérant dans le développement économique local. Il veille à l'implication réelle de tous les acteurs du milieu dans l'identification et le développement des projets en synergie avec les Plans de Développement Communaux (PDC).

PEROU Femmes haut-andines actrices de l'amélioration durable des conditions de vie (2018-21), en partenariat avec Descosur EN COURS

Le projet cherche l'empowerment des femmes de 7 communautés des hauts plateaux andins et la reconnaissance de leur rôle dans l'économie, la gestion territoriale et la vie domestique. 40 femmes leaders deviennent des « gardiennes de l'environnement », intègrent des organisations communautaires et participent davantage dans les espaces publics de décision. Organisées autour de 9 coopératives, une centaine de femmes entreprennent des initiatives économiques liées à l'artisanat et au tourisme et acquièrent des capacités entrepreneuriales en vue d'une autonomie économique.

TOGO Démocratie participative et développement économique local, (2017-2020), en partenariat avec ETD EN COURS

Les autorités des préfectures du Haho, du Moyen-Mono, de l'Est-Mono et de la Commune de Notsé ainsi que 50 associations de la société civile se sont activement impliquées dans une démarche de démocratie participative en expérimentant des mécanismes de concertation. La bonne collaboration entre les pouvoirs publics et la société civile est mise en évidence par la construction d'infrastructures, notamment l'approvisionnement en eau potable et l'aménagement des marchés, mais également par l'appui au développement économique de la petite paysannerie. Les producteurs agricoles ont amélioré de leur productivité, grâce à un mécanisme appelé ESOP qui articule entreprises sociales et l'organisations de producteurs. Quatre entreprises se sont développées avec succès et bénéficient déjà de 6'000 nouveaux producteurs, dont 35% de femmes et 50% de jeunes. Plus de 4'500 tonnes de riz et de soja ont été produits et commercialisés en 2019. En parallèle, ETD accompagne les producteurs à la gestion écologique des sols, à l'agroécologie et à la certification biologique des productions.

GeTM agit pour :

- le renforcement des petites et moyennes structures collectives de production et de transformation
- le renforcement des « circuits courts » de production, transformation et commercialisation
- la promotion de l'accès à l'emploi des jeunes et des femmes

Comptes de résultat

	2019	2018
PRODUITS affectés aux projets (cf. annexe 2)		
Financements FGC - Communes	201.061	169.466
Financements FGC - Ville de Genève	103.000	236.698
Financements FGC - État de Genève	149.203	77.941
Financements FGC - DDC	386.681	574.752
Sous-Total Financements FGC	839.945	1.056.315
Financements privés sur projets cofinancés FGC	42.725	21.405
Financements des projets divers	33.315	15.000
Sous-Total Financements divers	76.040	36.405
TOTAL produits affectés aux projets	915.985	1.092.720
PRODUITS non affectés		
Cotisations des membres	1.850	2.220
Dons et legs divers	20.768	16.625
Honoraires pour mandats spéciaux	-	1.500
Subvention Ville de Genève	15.500	15.500
Bénéfices manifestations	17.414	6.165
TOTAL des produits non affectés	55.532	42.010
TOTAL DES PRODUITS	971.517	1.134.730
CHARGES sur les projets		
Dépenses des projets sur fonds FGC	-809.931	-877.489
Dépenses des projets sur fonds divers	-35.571	-30.675
TOTAL charges des projets	-845.502	-908.164

Frais de fonctionnement		
Frais de personnel	-124.512	-121.274
Loyers + charges des locaux + locations salles	-13.829	-14.521
Assurances	-471	-472
Frais bureautiques et informatiques	-2.663	-2.147
Frais de télécommunications et affranchissements	-2.371	-1.524
Frais publications	-1.536	-945
Frais de missions terrain	-1.999	-
Honoraires divers	-1.616	-1.616
Frais de fonctionnement divers (réunions, etc.)	-3.062	-1.551
Amortissements sur acquisitions		-245
TOTAL des frais de fonctionnement	-152.059	-144.293
Participation aux réseaux		
Cotisations	-510	-750
Participation financière FGC	-8.399	-10.564
TOTAL participation aux réseaux	-8.909	-11.314
Transfert fonds propres sur projets	-4.100	-
TOTAL participation aux réseaux	-4.100	-
TOTAL DES CHARGES	-1.010.571	-1.063.771
Résultat d'exploitation de l'exercice	-39.054	70.959
Produits financiers	1	1
Charges financières	-370	-854
Résultat financier	-369	-853
Produits exceptionnels	7.972	-
Charges exceptionnelles	-544	-93
Résultat exceptionnel	7.428	-93
Résultat avant variation des fonds	-31.995	70.013
Allocations aux fonds affectés (cf. annexe 1)	-915.985	-1.092.720
Utilisations des fonds affectés (cf. annexe 1)	845.502	908.164
Frais de gestion sur utilisations des fonds affectés (cf. annexe 1)	107.082	114.426
Résultat de l'exercice (+ bénéfice / - perte)	4.604	-117

Bilan au 31 décembre 2019

BILAN AU 31/12/2019

ACTIF	2019	2018
Actif circulant		
Caisse	344	603
CCP	17.111	11.627
BCGE	35.254	77.536
TOTAL	52.709	89.766
Actif immobilisé		
Matériel et mobilier / agencements divers	0	0
Amortissement mobilier et agencements	0	0
Matériel informatique	0	489
Amortissement matériel informatique	0	-489
Créditeurs divers	5.026	0
Débiteurs divers	0	2.294
Cautions	6.310	6.309
Charges payées d'avance	0	3.985
TOTAL	11.336	12.588
TOTAL ACTIF	64.045	102.354

PASSIF	2019	2018
Capitaux étrangers à court terme		
Dettes sociales et fiscales	10.195	12.721
Créanciers et passifs transitoires	8.399	10.255
Fonds pour projets en cours (voir Annexe 1)	47.304	85.835
TOTAL	65.899	108.811
Capitaux étrangers à long terme		
Prêts	0	0
TOTAL	0	0
Capitaux propres		
Résultat reporté	-6.457	-6.340
Résultat de l'exercice (bénéfice)	4.604	-117
TOTAL	-1.854	-6.457
TOTAL PASSIF	64.045	102.354

Tableau de variation des fonds affectés

Pays	Nom du Projet	Report au 01.01.2019	Allocations FGC aux fonds affectés	Allocations diverses aux fonds affectés	Utilisations des fonds FGC affectés	Utilisations des fonds divers affectés	Frais gestion sur fonds FGC	Frais gestion sur fonds divers	Transferts Internes	Solde au 31.12.19
Projets cofinancés via la FGC en cours au 31.12.2019										
Bénin	Cotonou et autres / CDEL / Renforcement chaînes agroalimentaires et d'artisanat	2.020	84.100		-76.000		-9.500			620
Colombie	Boyacá / ENDA / Renf. gestion communautaire et environnementale de l'eau	-2.917	113.625		-98.862		-12.162			-317
Colombie	Antioquia / Penca de Sábila / Perennité de la gestion de l'eau potable	4.562	104.520		-96.970		-12.121			-9
Colombie	Antioquia / VAMOS / Construction de territoires pacifiques et équitables	1.286	66.699	19.100	-59.936	-13.469	-7.492	-2.020		4.167
Pérou	Arequipa / Descosur / Femmes actrices de l'amélioration des conditions de vie	2.076	89.376		-81.557		-10.084			-189
Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Droits de filles en situation de travail infantile	-	94.000		-82.897		-10.362			741
Pérou	Lima / Desco / Ciudad Mujer	-	49.775		-44.119		-5.515			141
Togo	Savanes / Cetramode / Economie rurale et développement durable	1.903	54.850	23.625	-49.015	-20.544	-6.127	-3.802		891
Togo	Notsé / ETD / Renforcement démocratie et développement éco. local	37.362	63.000		-89.152		-11.144			67
Togo	Région centrale / MVCP / Promotion entrepreneurs agricoles viables Phase 2	28.374	90.000		-105.306		-13.163			104
Togo	Région centrale / GRADSE / Renforcement sécurité alimentaire	-	30.000		-26.500		-3.313			188
Sous-total des projets cofinancés via la FGC en cours au 31.12.2019		74.866	839.945	42.725	-810.315	-34.013	-100.983	-5.822	-	6.403
Projets divers en cours au 31.12.2019										
Bénin	Cotonou / CDEL / Prévention consommation de substances psychotropiques			31.315						31.315
Divers	GETM / Fonds projets divers	969				-290		-44	275	911
Suisse	GeTM / Nouvelle identité	10.000				-1.258				8.742
Sous-total des projets divers en cours au 31.12.2019		10.969		31.315		-1.548		-44	275	40.968
Total des projets en cours au 31.12.2019		85.835	839.945	74.040	-810.315	-35.561	-100.983	-5.865	275	47.371
Projets divers terminés au 31.12.2019										
Togo	Sokodé / GRADSE / Fabrication de jus de fruits	-		2.000		-1.500		-225	-275	-
Sous-total des projets divers terminés au 31.12.2019		-	-	2.000		-1.500		-225	-275	-
Total des projets terminés au 31.12.2019		-	-	2.000		-1.500		-225	-275	-
TOTAL DES PROJETS EN COURS ET TERMINES au 31.12.2019		85.835	839.945	76.040	-810.315	-37.061	-100.983	-6.090	-	47.371

Financements reçus pour les projets

Annexe 2 : Financements reçus pour les projets en 2019

A) Financements fonds publics reçus via FGC

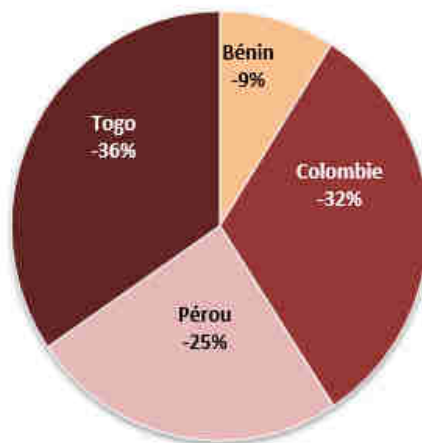
				Brut	Net
Communes	203.035	Bernex / FGC	Pérou	Arequipa / Desco / Femmes actrices de l'amélioration durable des conditions de vie	21.600 21.276
(net)	201.061	Chêne-Bourg / FGC	Togo	Savanes / Cetramode / Economie rurale et développement durable	7.400 7.400
		Choulex / FGC	Colombie	Antioquia / VAMOS / Construction de territoires pacifiques et équitables	4.000 4.000
		Lancy / FGC	Colombie	Antioquia / Penca de Sábila / Perennité de la gestion de l'eau potable	22.367 22.367
		Meinier / FGC	Colombie	Boyaca / ENDA / Gestion de l'eau potable en périphérie urbaine	5.000 4.925
		Onex / FGC	Colombie	Antioquia / Penca de Sábila / Perennité de la gestion de l'eau potable	31.520 31.520
		Onex / FGC	Togo	Région centrale / MVCP / Promotion entrepreneurs agricoles viables Phase 2	6.148 6.148
		Plan-les-Ouates / FGC	Pérou	Arequipa / Desco / Femmes actrices de l'amélioration durable des conditions de vie	20.000 19.700
		Pregny/ FGC	Togo	Savanes / Cetramode / Economie rurale et développement durable	10.000 9.850
		Satigny/ FGC	Pérou	Lima / Desco / Ciudad Mijer	15.000 14.775
		Vernier / FGC	Bénin	Cotonou et autres / CDEL / Renforcement chaînes agroalimentaires et d'artisanat	60.000 59.100
Ville de Genève	108.000	Vgen / FGC	Bénin	Cotonou et autres / CDEL / Renforcement chaînes agroalimentaires et d'artisanat	5.000 5.000
		Vgen / FGC	Colombie	Antioquia / Penca de Sábila / Perennité de la gestion de l'eau potable	5.000 5.000
		Vgen / FGC	Colombie	Antioquia / VAMOS / Construction de territoires pacifiques et équitables	10.000 10.000
		Vgen / FGC	Colombie	Boyaca / ENDA / Gestion de l'eau potable en périphérie urbaine	30.000 30.000
		Vgen / FGC	Pérou	Lima / Desco / Ciudad Mijer	5.000 5.000
		Vgen / FGC	Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Droits de filles en situation de travail infantile	25.000 25.000
		Vgen / FGC	Togo	Notsé / ETD / Renforcement démocratie et développement éco. local	18.000 18.000
		Vgen / FGC	Togo	Région centrale / MVCP / Promotion entrepreneurs agricoles viables Phase 2	10.000 10.000
État de Genève	144.203	Egen / FGC	Colombie	Antioquia / Penca de Sábila / Perennité de la gestion de l'eau potable	20.000 20.000
		Egen / FGC	Colombie	Antioquia / VAMOS / Construction de territoires pacifiques et équitables	19.203 19.203
		Egen / FGC	Colombie	Boyaca / ENDA / Gestion de l'eau potable en périphérie urbaine	20.000 20.000
		Egen / FGC	Pérou	Arequipa / Desco / Femmes actrices de l'amélioration durable des conditions de vie	20.000 20.000
		Egen / FGC	Togo	Notsé / ETD / Renforcement démocratie et développement éco. local	20.000 20.000
		Egen / FGC	Togo	Région centrale / MVCP / Promotion entrepreneurs agricoles viables Phase 2	15.000 15.000
		Egen / FGC	Togo	Savanes / Cetramode / Economie rurale et développement durable	30.000 30.000

Financements reçus pour les projets (suite)

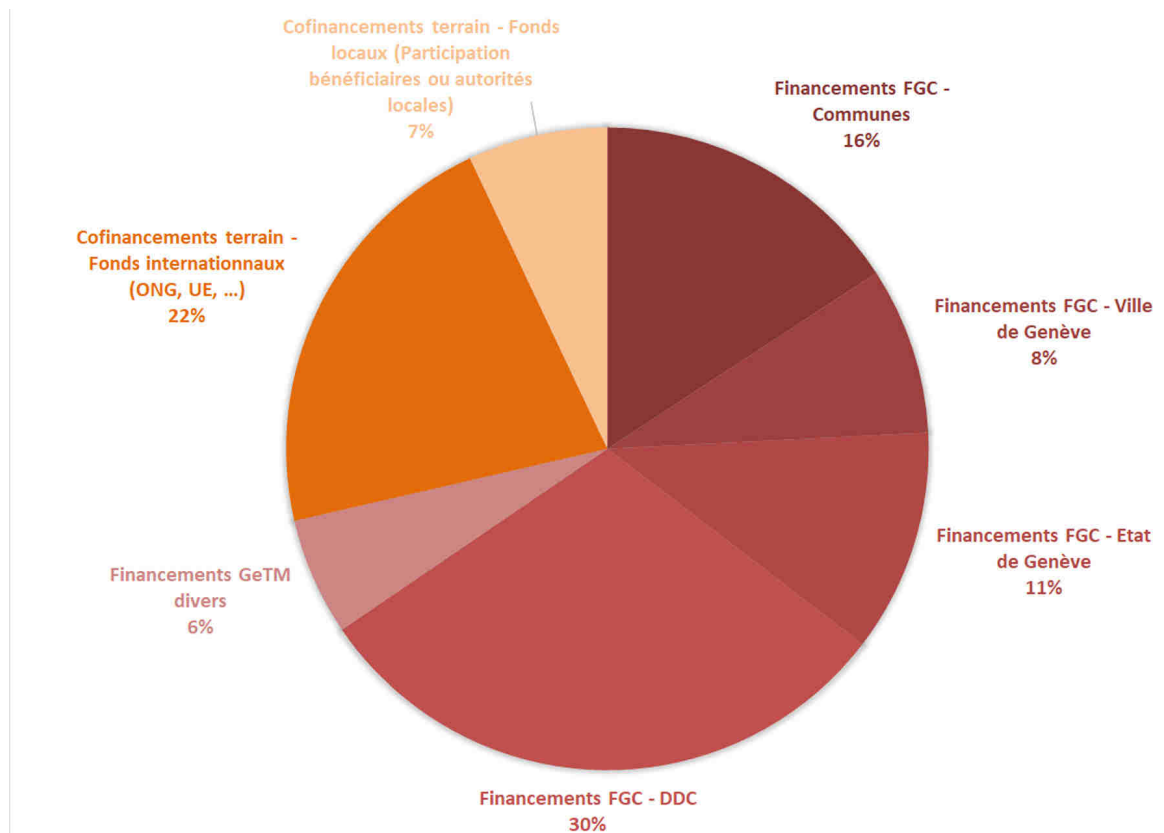
Confédération	386.681	DDC / FGC	Bénin	Cotonou et autres / CDEL / Renforcement chaînes agroalimentaires et d'artisanat	20.000	20.000
		DDC / FGC	Colombie	Antioquia / Penca de Sábila / Perennité de la gestion de l'eau potable	25.633	25.633
		DDC / FGC	Colombie	Antioquia / VAMOS / Construction de territoires pacifiques et équitables	33.496	33.496
		DDC / FGC	Colombie	Boyaca / ENDA / Gestion de l'eau potable en périphérie urbaine	58.700	58.700
		DDC / FGC	Pérou	Arequipa / Desco / Femmes actrices de l'amélioration durable des conditions de vie	28.400	28.400
		DDC / FGC	Pérou	Lima / Desco / Ciudad Mujer	30.000	30.000
		DDC / FGC	Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Droits de filles en situation de travail infantile	39.000	39.000
		DDC / FGC	Togo	Notsé / ETD / Renforcement démocratie et développement éco. local	25.000	25.000
		DDC / FGC	Togo	Région centrale / GRADSE / Renforcement sécurité alimentaire	30.000	30.000
		DDC / FGC	Togo	Région centrale / MVCP / Promotion entrepreneurs agricoles viables Phase 2	58.852	58.852
DDC / FGC	Togo	Savanes / Cetramode / Economie rurale et développement durable	37.600	37.600		
b) Financements divers				Total fonds publics (FGC)	841.919	839.945
Divers	76.040	Fondation Famille Sandoz	Colombie	Antioquia / VAMOS / Construction de territoires pacifiques et équitables	15.000	15.000
		Fondation Gertrude Hirzel	Togo	Savanes / Cetramode / Economie rurale et développement durable	23.625	23.625
		F. Helvétique de bienfaisance	Bénin	Cotonou / CDEL / Prévention consommation de substances psychotropiques	31.315	31.315
		Fondation Le Balafon	Togo	Sokodé/ GRADSE/ Fabrication de jus de fruits	2.000	2.000
		Fonds propres GeTM	Colombie	Antioquia / VAMOS / Construction de territoires pacifiques et équitables	4.100	4.100
						Total fonds divers
TOTAL RECU POUR LES PROJETS EN 2018					917.959	915.985

Répartition des dépenses projets par pays

Pays d'intervention	Dépenses en CHF		Pourcentage
Bénin	CHF	-76.000	9%
Colombie	CHF	-269.238	32%
Pérou	CHF	-208.573	25%
Togo	CHF	-292.017	35%
Total	CHF	-845.828	100,00%



Cofinancement des projets



Un grand Merci !

En 2019, GeTM a pu mener ses actions grâce au soutien des institutions suivantes :

- DDC - Direction de la Coopération au Développement
- Etat de Genève
- Ville de Genève
- Ville de Lancy
- Ville d'Onex
- Ville de Vernier
- Commune de Bernex
- Commune de Chêne-Bourg
- Commune de Choulex
- Commune de Meinier
- Commune de Plan-le-Ouates
- Commune de Pregny
- Commune de Satigny
- Fondation Famille Sandoz
- Fondation Gertrude Hirzel
- Fondation Helvétique de Bienfaisance
- Fondation Le Balafon

Nous remercions chaleureusement nos plus de 300 membres donateurs pour leur soutien et leur solidarité.

«Ne pas sacrifier l'essentiel à l'urgence mais obéir à l'urgence de l'essentiel», Edgard Morin.

Devenir Membre

Les membres de l'association reçoivent régulièrement des informations sur les projets ainsi que sur l'aide au développement en général. Ils ont le droit de vote dans les organes de l'association. La cotisation annuelle est de 50 CHF.

Faire un don

En soutenant financièrement GeTM, vous apportez une contribution précieuse pour le développement dans les pays du Sud. Les dons versés à l'association sont déductibles des impôts.

Genève Tiers-Monde

Rue de Villereuse 6
1207 Genève
Téléphone : 022-329-67-68
Email : info@getm.ch
www.getm.ch

